



www.mutualite.fr



Paris, le 22 avril 2013

COMMUNIQUE DE PRESSE

« Environnement chimique, obésité, diabète : un constat pour une meilleure prévention »

« Environnement chimique, obésité, diabète : un constat pour une meilleure prévention », c'est le thème du colloque, organisé à Paris le 4 avril dernier par la Mutualité Française et le Réseau Environnement Santé, qui a rassemblé 300 personnes à l'Assemblée Nationale.

« *Nous sommes aujourd'hui face à une épidémie de maladies chroniques et c'est à cet enjeu que nous devons répondre dès à présent* » ont rappelé Etienne Caniard, président de la Mutualité Française et André Cicolella, président du Réseau Environnement Santé, en introduction de ce colloque.

Ce colloque s'est articulé autour de deux temps forts. La matinée a été consacrée aux travaux de recherche sur les maladies métaboliques et les perturbateurs endocriniens pour dresser un premier constat. En effet, sans remettre en cause les rôles de l'excès énergétique et de la sédentarité dans la progression de l'obésité par exemple, d'autres facteurs comme diverses molécules de synthèse présentes dans notre environnement interviennent dans l'évolution de ce type de maladie métabolique. La compréhension des mécanismes d'action de ces substances chimiques, dit perturbateurs endocriniens, est aujourd'hui décisive pour agir en matière de santé publique. Pour en parler : le **Pr Arnaud Basdevant**, Responsable du pôle « Endocrinologie-Diabétologie-Nutrition-Prévention » à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière, le **Pr Anne Dutour-Meyer**, chef de service « Endocrinologie, nutrition et maladies métaboliques » à l'hôpital Nord de Marseille, le **Pr Serge Hercberg**, directeur de recherche Inserm, président du comité de pilotage permanent du programme national « Nutrition santé », le **Dr Gilles Nalbone**, directeur de recherche émérite Inserm, le **Pr Claudine Junien**, professeur de génétique à l'Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, le **Pr Robert Barouki**, directeur de recherche Inserm et le **Dr Rémy Slama**, président du conseil scientifique du Programme National de Recherche sur les Perturbateurs Endocriniens (PNRPE).

L'après-midi a tout d'abord été axée sur les aspects réglementaires et économiques avec les interventions du **Dr Jean-Martin Cohen Solal**, directeur général de la Mutualité Française, du **Dr Pierre Mignen**, chef du département d'information médicale au Clinipôle de Montpellier et de **Yannick Vicaire**, chargé de mission au Réseau Environnement Santé. Une table ronde a ensuite suivi, dédiée aux nombreuses actions de promotion de la santé environnementale déjà menées par des acteurs de la société civile pour sensibiliser le grand public et former les professionnels des secteurs sanitaire et médico-social à la réduction des risques environnementaux. Elle a réuni : **Monique Augé**, présidente de la Mutualité Française Bourgogne, le **Dr Olivier Toma**, président du Comité pour le Développement Durable en Santé, **Claire Escriva**, directrice de l'Atelier méditerranéen de l'environnement, **Philippe Perrin**, éco-infirmier, le **Dr Philippe Richard**, pneumologue et président de l'Association Protection Santé des Habitants de Saint-Omer, le **Dr Laurent Chevallier**, médecin nutritionniste au CHU de Montpellier et **Camille Geay**, chargée de prévention à la Mutualité Française Nord-Pas de Calais. Cette

Contacts presse :

Mutualité Française : Marion Coulaud - Tél : 01 40 43 63 36 - e-mail : marion.coulaud@mutualite.fr

RES : Pauline Berthelley - Tél : 06 11 41 13 54 - e-mail : pberthelley.res@gmail.com

table ronde a aussi mis en lumière différentes actions mises en place pour protéger la santé des plus fragiles.

La conclusion de cette journée a porté sur la place des maladies métaboliques dans la stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens. **Catherine Mir**, adjointe au chef de service de la prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement au sein de la Direction générale de la prévention des risques du Ministère de l'écologie ainsi que **Gérard Bapt**, député de Haute-Garonne et **Jean-Louis Roumégas**, député de l'Hérault, respectivement ancien et nouveau président du groupe santé environnement à l'Assemblée nationale, sont intervenus dans le débat.

Catherine Mir a évoqué les enjeux autour de la Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens. Puis Jean-Louis Roumégas a rappelé qu' « *une stratégie globale en matière de perturbateurs endocriniens est nécessaire si l'on veut répondre à l'enjeu de santé publique* ». Gérard Bapt a précisé qu' « *il y a nécessité d'une prévention primaire, c'est une bataille nationale et européenne à mener* ».

Au-delà de la réglementation, André Cicoella a invité la Haute Autorité de Santé à se saisir de la question et à formuler au plus vite des recommandations pour réduire l'exposition aux substances diabétogènes et obésogènes. Il n'est plus possible de se contenter de la médecine curative. La prévention et la protection des malades doivent venir compléter le processus de prise en charge.

« *Il faut que les plans et stratégies se croisent* » a rappelé Serge Hercberg insistant sur la nécessité d'examiner de façon commune la pollution chimique par les perturbateurs endocriniens dans les différents plans nationaux PNSE, PNNS, Plan Obésité et Plan Alimentation.

Rémy Slama et Robert Barouki ont quant à eux souligné les besoins de recherche sur cette thématique ajoutant qu'il n'est pas nécessaire de connaître toutes les réponses pour commencer dès à présent à agir. Robert Barouki a rappelé que « *La recherche d'aujourd'hui va aider la prévention et les décisions de demain* ».

Après cette journée d'échanges et de discussions, André Cicoella a conclu : « *l'impact des perturbateurs endocriniens dans l'épidémie de maladies chroniques ne peut plus être ignoré. Les maladies métaboliques comme le diabète et l'obésité doivent ainsi être prises en compte dans la Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens. La France et l'Europe doivent se doter de stratégies ambitieuses pour répondre à cet enjeu* ».

A propos de la Mutualité Française

Présidée par Etienne Caniard, la Mutualité Française fédère la quasi-totalité des mutuelles santé en France, soit près de 500. Six Français sur dix sont protégés par une mutuelle de la Mutualité Française, soit près de 38 millions de personnes et quelque 18 millions d'adhérents.

Les mutuelles interviennent comme premier financeur des dépenses de santé après la Sécurité sociale. Ce sont des organismes à but non lucratif, des sociétés de personnes : elles ne versent pas de dividende. Régies par le code la Mutualité, elles ne pratiquent pas la sélection des risques.

Les mutuelles disposent également d'un réel savoir-faire médical et exercent une action de régulation des dépenses de santé et d'innovation sociale à travers près de 2 500 services de soins et d'accompagnement mutualistes : établissements hospitaliers, centres de santé médicaux, centres dentaires et d'optique, établissements pour la petite enfance, services aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap, etc. Pour accompagner leurs adhérents tout au long de leur vie pour tous leurs problèmes de santé, elles mettent à leur disposition Priorité Santé Mutualiste, le service d'information, d'aide à l'orientation et de soutien sur des questions de santé.

Contacts presse :

Mutualité Française : Marion Coulaud - Tél : 01 40 43 63 36 - e-mail : marion.coulaud@mutualite.fr
RES : Pauline Berthelley - Tél : 06 11 41 13 54 - e-mail : pberthelley.res@gmail.com

La Mutualité Française contribue aussi à la prévention et à la promotion de la santé à travers son réseau d'unions régionales et ses services de soins et d'accompagnement.

A propos du RES

Présidé par André Cicoella, le Réseau Environnement Santé (association loi 1901) a été créé en 2009 pour mettre les questions d'environnement et de santé au cœur des politiques publiques. Il regroupe 4 groupes d'associations : ONG, scientifiques, professionnels de santé et malades.

Nous agissons pour une meilleure prise en compte du principe de précaution sur une base scientifique solide, qui s'appuie sur des études validées et indépendantes des intérêts privés.

La 1ère campagne lancée par le RES a abouti, tout d'abord à l'interdiction dans les biberons puis dans tous les contenants alimentaires du Bisphénol A, une molécule employée par l'industrie chimique malgré les nombreux risques sanitaires associés : cancer, diabète, obésité, troubles de la reproduction et du système nerveux.

Comme l'illustre cette campagne, le RES cherche à mettre dans le débat public les connaissances scientifiques disponibles et faire en sorte que les acteurs institutionnels et économiques mettent en œuvre le principe de précaution pour établir les réglementations et transformer les procédés industriels.

A propos du partenariat entre la Mutualité Française et le RES

Partenaires depuis 2010, la Mutualité Française et le RES agissent pour le développement d'une culture et d'une approche commune sur la santé environnementale et le renforcement d'actions d'information, de sensibilisation, de prévention et de promotion de la santé. Cette volonté partagée se décline autour de 4 axes de coopération :

- construire des actions d'information, de sensibilisation et de formation à destination des mutualistes sur la santé environnementale,
- développer des actions d'information et de sensibilisation à destination du grand public,
- réaliser des états des lieux de publications sur des thèmes pour lesquels il est important de faire avancer la connaissance,
- contribuer à des projets de recherche sur les risques émergents.

Contacts presse :

Mutualité Française : Marion Coulaud - Tél : 01 40 43 63 36 - e-mail : marion.coulaud@mutualite.fr
RES : Pauline Berthelley - Tél : 06 11 41 13 54 - e-mail : pberthelley.res@gmail.com